

L'Agefi  
1026 Echandens-Denges  
021/ 331 41 41  
http://www.agefi.com/

Medienart: Print  
Medientyp: Publikationsmedien  
Auflage: 19'485  
Erscheinungsweise: täglich



Seite: 6  
Fläche: 65'208 mm²

Auftrag: 3009561  
Themen-Nr.: 272002  
Referenz:  
aa1c1acb-84c6-4654-9f0f-0f727d07f237  
Ausschnitt Seite: 1/2

COMMERCE EXTÉRIEUR.

# «La révision de l'accord de double imposition avec Washington est urgente»

**Jonas Follonier**

Le directeur de la Chambre de commerce Suisse-Etats-Unis détaille les opportunités et les défis que représente pour l'économie suisse le mandat de Donald Trump.

L'attitude qu'adoptera la nouvelle administration Trump à l'égard de la Suisse est incertaine. Notamment après les récentes attaques d'Elon Musk, le futur chef du Département de l'efficacité gouvernementale choisi par le président élu, contre plusieurs dirigeants d'Etats européens. Une annonce datant de mardi représente néanmoins un «bon signe», selon **Rahul Sahgal**, directeur de la Chambre de commerce Suisse-Etats-Unis depuis août dernier. Alors que le nouveau mandat de Donald Trump débutera officiellement lundi 20 janvier, le républicain s'adressera trois jours plus tard, en visioconférence, au Forum économique mondial (WEF), se tenant à Davos. Il s'y était rendu à deux reprises entre 2018 et 2021, contrairement à son successeur Joe Biden qui n'y a jamais participé. La législature présidée par le démocrate a notamment été synonyme de pressions sur la Confédération pour qu'elle renforce ses sanctions à l'encontre de la Russie. Donald Trump, lui, pourrait notamment ouvrir une période de «débureaucratization et de baisse d'impôts qui seront bénéfiques à l'économie suisse», selon l'ancien chef adjoint de la division fiscale au Secrétariat

d'Etat aux questions financières internationales (SFI). Entretien.

**■ Donald Trump participera au WEF jeudi prochain, à distance. Est-ce de bon augure pour son attitude envers la Suisse durant son nouveau mandat?**

Cela montre son intérêt à s'adresser au public de ce forum. Et c'est effectivement un bon signe aussi pour la Suisse, qui héberge l'événement.

**■ Que doit faire la Suisse pour tirer le meilleur parti économique de ces quatre années qui s'ouvrent?**

Il est important pour notre pays de montrer aux Etats-Unis qu'il est un partenaire fiable. La Suisse, 20<sup>e</sup> économie mondiale, est le 6<sup>e</sup> plus grand investisseur aux Etats-Unis. En outre, leurs exportations vers la Suisse sont 11 fois plus élevées que l'inverse, si on les calcule par tête. Enfin, la Suisse pratique une taxe douanière de 0,7% en moyenne pour les biens américains, ce qui n'est pas élevé. A l'inverse, les entreprises helvétiques paient une taxe de 2,4% pour vendre leurs produits aux Etats-Unis. Bref, si l'on exclut le secteur de l'agriculture, la Suisse est très utile aux Etats-Unis.

**■ Dans quelle mesure faut-il prendre au sérieux une éventuelle hausse des taxes douanières américaines?**

Ces mesures ne sont pas à exclure et cela représenterait un risque aussi pour la Suisse. Néanmoins, il convient de le relativiser. Un risque plus important serait d'être touché indirectement par une guerre commerciale entre les Etats-Unis et la Chine ou l'Union européenne. Lorsque Trump a appliqué ses tarifs douaniers à l'acier et l'aluminium lors de son premier mandat, l'UE a répliqué avec une hausse qu'elle a également appliquée aux autres pays, dont la Suisse. De façon plus générale, les turbulences géopolitiques créent des coûts pour les entreprises.

**■ Les entreprises suisses exportatrices sont-elles condamnées à choisir leur camp entre les Etats-Unis et la Chine dans ce contexte de rivalité?**

Le commerce de la Suisse avec la Chine ne pose pas de problème, tant que cela ne concerne pas des biens ou services d'importance stratégique. Les entreprises actives dans de tels secteurs, les drones par exemple, et qui ont des clients américains, sont déjà tenues depuis longtemps de signer une clause selon



laquelle elles ne feront pas d'affaires avec d'autres puissances.

■ **Vous continuez de plaider pour un accord de libre-échange avec les Etats-Unis. Or, un accord spécifique a été conclu pour la pharma (qui représente plus de la moitié des exportations suisses vers les Etats-Unis) et un autre devrait l'être pour la medtech. Est-ce qu'un texte global apporterait beaucoup plus d'avantages?**

Aboutir à un tel accord aurait surtout un intérêt politique. Il s'agirait de nous assurer de ne pas être exclu de cet accès au marché si jamais les Vingt-Sept concluaient un tel texte avec les Etats-Unis. Ce sera néanmoins difficile: en Suisse, l'agriculture était opposée à un accord de libre-échange lors des précédentes tentatives. Et les Etats-Unis ont déjà actuellement de très bonnes conditions avec les 0,7% de taxes douanières suisses. Rappelons

d'ailleurs que les Etats-Unis n'ont conclu que 12 accords de libre-échange, et aucun d'eux avec un pays européen.

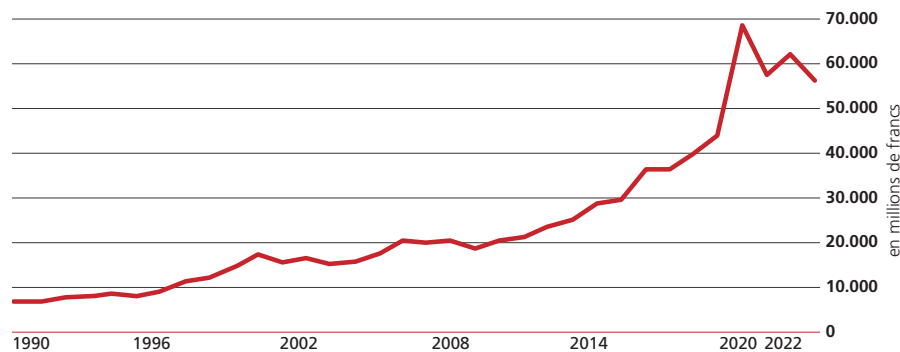
La révision de l'accord de double imposition des revenus est plus urgente pour la Suisse. Actuellement, des filiales américaines d'entreprises helvétiques doivent s'acquitter d'une taxe de 5% lors de versement de dividendes en Suisse, ce qui n'est pas le cas pour les entreprises néerlandaises ou britanniques. Les négociations ont duré deux ans (ndlr: selon le SFI, les négociations sont en core en cours et se poursuivent donc sous la présidence de Donald Trump).

■ **Pro-business, Donald Trump est néanmoins très critique du multilatéralisme, ce qui pourrait avoir des répercussions sur la Suisse, pays hôte de nombreuses organisations internationales.**

**En pesant les avantages et les inconvénients, le nouveau chef de la Maison-Blanche sera-t-il plutôt favorable à l'économie suisse selon vous?**

Je ne crois pas qu'il y ait un lien direct entre le rôle de la Suisse en tant que pays hôte et la réputation du pays et de ses entreprises. Le mandat de Donald Trump s'accompagnera certainement d'une débureaucratiation et d'une baisse d'impôts qui seront bénéfiques à l'économie suisse. Plus largement, sa façon de faire de la politique s'accorde bien avec la tradition suisse des bons offices. Il aime les solutions qui passent hors des chemins officiels. C'est une carte à jouer pour la Suisse. Là où je suis plus sceptique, c'est sur l'Organisation mondiale de la santé ou celle du commerce, des entités que le nouveau président ne semble pas vraiment apprécier. ■

## L'ÉVOLUTION DES EXPORTATIONS DE LA SUISSE VERS LES ÉTATS-UNIS DEPUIS 1990



Office fédéral de la douane et de la sécurité des frontières

